

STATUTS MIS A JOUR LE 8 JUIN 2010

COPIE

ELLUL HOLDING

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

CAPITAL : 1 475 830 €

SIEGE SOCIAL :

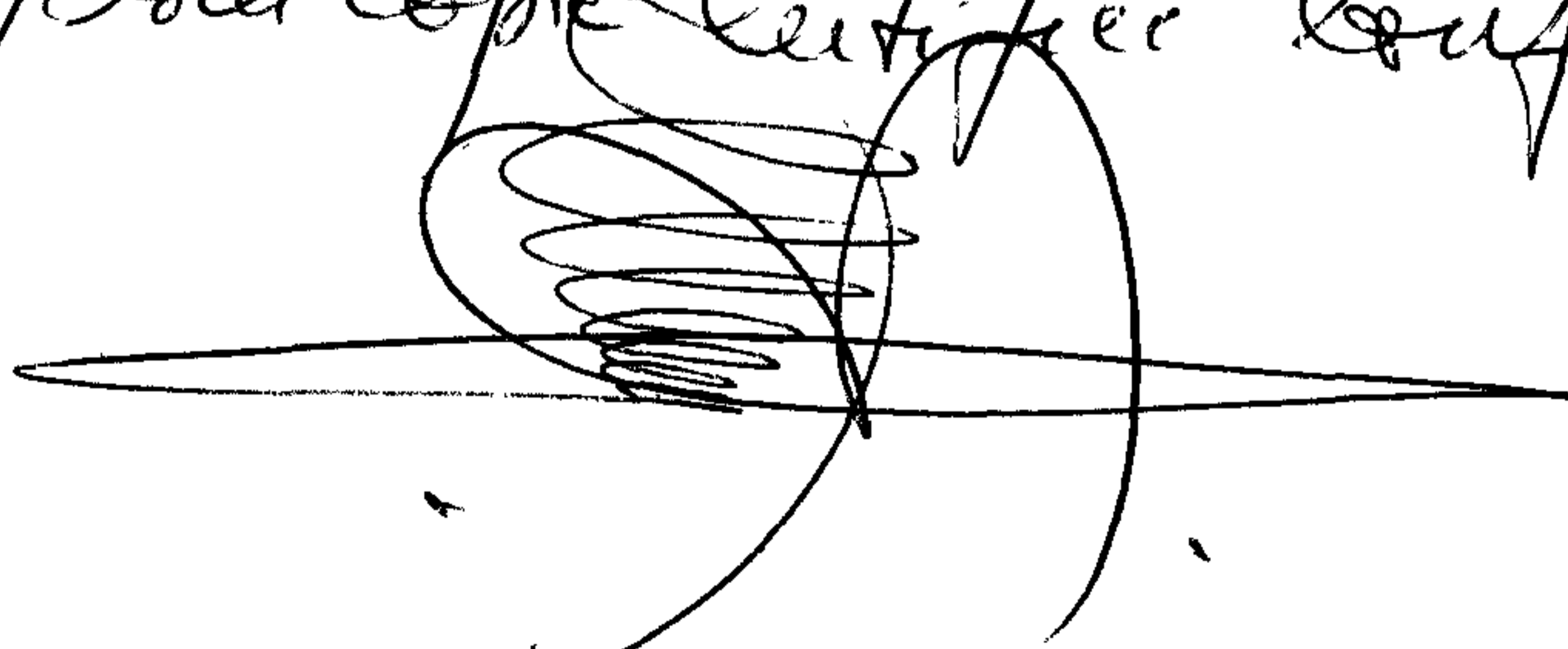
Lieudit Gibraltar

Centre Commercial La Grande Rocade

Route d'Eus

PRADES

Pour copie certifiée conforme

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

- Monsieur Marc ELLUL demeurant à EUS (66500), 43 route de Prades,

Né le 16 août 1964
A PERPIGNAN (66)

Marié avec Madame Sophie GRENET sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître CARMENT, Notaire à PRADES en date du 27 mai 1997 préalablement à leur union célébrée à la Mairie de VALADY (12), le 12 juillet 1997.

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il constitue.

ARTICLE PREMIER - FORME

La société est à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

Le contrôle, la détention, la prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières.

L'acquisition, la gestion et la vente de toutes valeurs mobilières.

L'activité de prestations de services, administratives, comptables, conseils en gestion, conseils financiers dans toutes entreprises et toutes activités relevant du "gouvernement d'entreprises".

- Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objet similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : ELLUL HOLDING.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PRADES (66500), Lieudit Gibraltar, Centre Commercial La Grande Rocade, Route d'Eus.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de cinquante années, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORT

Monsieur Marc ELLUL fait apport à la société d'une somme en numéraire de DEUX MILLE EUROS (2 000 €).

Laquelle somme a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD MEDITERRANEE », Agence de Prades.

Aux termes des décisions de l'associé unique du 15 janvier 2007, le capital social a été augmenté d'une somme de UN MILLION QUATRE CENT CINQUANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS (1 453 830 €) provenant d'apports en nature effectués par Monsieur Marc ELLUL et Monsieur Alain ELLUL.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 2009, le capital social a été augmenté d'une somme de DIX MILLE EUROS (10 000 €) en ce non compris une somme de SEPT MILLE EUROS (7 000 €) représentant le montant de la prime d'émission soit au total une somme de DIX SEPT MILLE EUROS (17 000 €), souscrite, après suppression du droit préférentiel de souscription des associés en faveur de Monsieur Alain ELLUL, intégralement par ce dernier par compensation avec une créance liquide et exigible qu'il détenait dans les écritures de la société, et le capital a été ainsi porté à UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS (1 465 830 €).

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 juin 2010, le capital social a été augmenté d'une somme de DIX MILLE EUROS (10 000 €) en ce non compris une somme de DOUZE MILLE EUROS (12 000 €) représentant le montant de la prime d'émission soit au total une somme de VINGT DEUX MILLE EUROS (22 000 €), souscrite, après suppression du droit préférentiel de souscription des associés en faveur de Monsieur Alain ELLUL, intégralement par ce dernier par compensation avec une créance liquide et exigible qu'il détenait dans les écritures de la société, et le capital a été ainsi porté à UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS (1 475 830 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS (1 475 830 €). Il est divisé en CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT TROIS (147 583) PARTS de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 1 à 147 583, intégralement souscrites, savoir :

* par Monsieur Marc ELLUL, associé unique aux termes de la constitution de la société à hauteur de DEUX CENTS (200) parts,

* à la suite des décisions de l'associé unique en date du 15 janvier 2007 qui a émis CENT QUARANTE MILLE NEUF CENT TRENTE TROIS (140 933) parts sociales d'apport de DIX EUROS (10 €) remises à Monsieur Marc ELLUL en contrepartie de son apport évalué à UN MILLION QUATRE CENT NEUF MILLE TROIS CENT VINGT CINQ EUROS (1 409 325 €) et QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (4 450) parts sociales d'apport de DIX EUROS (10 €) remises à Monsieur Alain ELLUL en contrepartie de son apport évalué à QUARANTE QUATRE MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (44 505 €),

* à la suite de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 juin 2009 qui a émis MILLE (1 000) parts sociales de DIX EUROS (10 €) souscrites intégralement par Monsieur Alain ELLUL par compensation avec des créances liquides et exigibles.

* à la suite de l'assemblée générale extraordinaire en date du 8 juin 2010 qui a émis MILLE (1 000) parts sociales de DIX EUROS (10 €) souscrites intégralement par Monsieur Alain ELLUL par compensation avec des créances liquides et exigibles.

Attribuées aux associés de la manière suivante :

- A Monsieur Marc ELLUL, à concurrence de CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT TRENTE TROIS PARTS (141 133), numérotées de 1 à 141 133, ci..... 141 133 PARTS

- A Monsieur Alain ELLUL, à concurrence de SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE PARTS (6 450), numérotées de 141 134 à 147 583, ci6 450 PARTS

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT TROIS PARTS, ci 147 583 PARTS

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

ARTICLE 9 - DROITS DES PARTS

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

ARTICLE 10 – OPERATIONS SUR LES PARTS

1. Location : Les parts sociales peuvent être données en location dans les conditions prévues par les articles L 239-1 et suivants du Code de commerce.

2. Cession - Forme : Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code Civil ou de celles admises en remplacement. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés.

3. Les cessions ou transmissions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

4. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre associés, au profit des conjoints, ascendants ou descendants, à des tiers étrangers à la société, par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. La procédure prévue à l'article L. 223-14 du Code de Commerce s'applique.

ARTICLE 11 - REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIEN

Si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par ledit associé à la société ou à une acquisition de parts effectuée par son époux à l'aide de biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts. La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec accusé de réception. L'agrément résulte soit de la notification de la décision des associés, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du conjoint. En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

Sauf s'il y a renoncé définitivement lors de la constitution de la société, la revendication ultérieure du conjoint de l'associé unique lui confère de plein droit la qualité d'associé.

ARTICLE 12 - COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées soit par décision collective des associés, soit par accords entre la gérance et l'intéressé. Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

ARTICLE 13 - GERANCE

1. La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, choisies parmi les associés ou en dehors d'eux. Les gérants sont nommés pour la durée de la société. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

La rémunération du gérant est fixée par la décision qui le nomme ou par toute autre ultérieure.

2. Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

3. Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 14 - DECISIONS DE L'ASSOCIE OU DES ASSOCIES

1. Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions sont répertoriées dans un registre.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite, sauf dans le cas où la loi impose la tenue d'une assemblée.

3. Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois :

* la nomination d'un gérant en cours de vie sociale est décidée par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,

* la révocation d'un gérant doit toujours être décidée par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales;

* les cessions et transmissions de parts qui nécessitent un agrément et les modifications des statuts sont des décisions qualifiées d'extraordinaires.

Elles ne peuvent être adoptées sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales.

Sur seconde convocation, les décisions collectives extraordinaires ne peuvent être adoptées que si les associés possèdent au moins le cinquième des parts sociales.

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des trois quarts des parts sociales.

* le changement de nationalité de la société et l'augmentation de l'engagement des associés ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité de tous les associés.

ARTICLE 15 - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2006.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 16 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés à titre de dividendes.

La part de chaque associé dans les bénéfices est proportionnelle à la quotité du capital qu'il détient et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

ARTICLE 17 - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément à la loi et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à sa liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

ARTICLE 19 - ACTES A ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Monsieur Marc ELLUL prendra les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

- Ouverture d'un compte en banque
- Commencement de l'exploitation sociale
- Paiement des frais, droits, honoraires et TVA de constitution.

ARTICLE 20 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société.

ARTICLE 21 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Est nommé gérant de la société, sans limitation de durée

- Monsieur Marc ELLUL demeurant à EUS (66500), 43 route de Prades.

OPTION FISCALE

Le soussigné, par application des dispositions de l'article 206-3 du Code Général des Impôts, déclare expressément opter pour la taxation à l'impôt sur les sociétés à compter du début de l'activité de la société.